

2 Politique

Remise du Prix Unesco Guinée équatoriale Maganga Moussavou présent à Malabo



Une vue de la délégation gabonaise.



Les officiels pendant la cérémonie.

J-C.A

Libreville/Gabon

Le vice-président de la République (VPR) y est allé représenter le chef de l'État à une cérémonie qui a vu la présence de plusieurs leaders d'autres pays.

LE vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, a séjourné le vendredi 30 mars dernier à Malabo. Il est y allé représenter le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à la cérémonie de remise du Prix Unesco Guinée équatoriale, dont ce pays finançait l'organisation. La présente édition, la quatrième du genre, était également la dernière, conformément au protocole d'accord signé entre ce pays frère et l'organisation onusienne.

Le grand hôtel Djibloho de Sipopo, a servi de cadre à cette importante manifestation qui a vu la présence, outre du numéro deux gabonais, de la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay. Mais aussi des chefs d'État du Togo et du



La photo de famille au terme de la cérémonie.

Ghana. Occasion pour Audrey Azoulay de déclarer que la science n'a pas de patrie et doit demeurer universelle. Ainsi aucun État ne peut s'attribuer l'exclusivité de ses bénéfices. Mieux, la science est le résultat de la capacité de l'homme à trouver des solutions aux problèmes qui minent l'humanité. Le monde a besoin d'elle. C'est dans cette veine que son organisation a mis en place des protocoles destinés à la protec-

tion des scientifiques. Pour sa part, Theodoro Obiang Nguema Mbasogo, a déclaré que lorsque son pays avait pris l'initiative de mettre à la disposition de l'Unesco les ressources nécessaires pour récompenser, stimuler et encourager moralement et matériellement ceux qui se consacrent à la recherche en sciences de la vie, il n'avait jamais imaginé que « cette offre susciterait autant de conflits, d'antagonismes et de jalousie... ».

Ainsi a-t-il poursuivi, des polémiques sont nées autour du prix Unesco Guinée Équatoriale, malgré le grand enthousiasme et l'intérêt que ce prix a suscité à travers le monde. Toutefois, a-t-il déclaré, « il est encore temps pour la communauté internationale de redresser ce chemin tordu qu'ont pris les contempteurs du prix ». S'agissant de cette distinction, arrivée à sa fin, comme mentionné dans ses statuts, le président

équato-guinéen souhaite quant à lui qu'elle se poursuive, à cause des nombreux problèmes qui affectent la vie. Aussi a-t-il promis d'en faire la requête à l'Unesco afin qu'elle délibère en faveur de sa continuité. Réagissant à chaud au sortir de la manifestation, Pierre-Claver Maganga Moussavou a déclaré être favorable à la poursuite du Prix sous le parrainage de la Guinée équatoriale et que la polémique qui l'en-

tourne soit extirpée, afin que ne soient privilégiés que l'aspect scientifique et les bienfaits que les découvertes apporteront à l'humanité.

Parmi les personnes qui ont été distinguées cette année figurent, entre autres, Rui Luis Gonçalves dos Reis de l'Université de Minho (Portugal) pour sa contribution exceptionnelle au développement de biomatériaux naturels et de leurs applications biomédicales sur des domaines tels que l'ingénierie tissulaire, la médecine régénérative, les cellules souches et l'administration de médicaments. Puis Ivan Antonio Izquierdo de l'Institut de recherche biomédicale de l'Université catholique pontificale de Rio Grande do Sul du Brésil pour ses travaux fondateurs sur l'élucidation des mécanismes de mémorisation comme la consolidation et la récupération et de leurs applications cliniques sur les personnes âgées ou atteintes de troubles psychologiques ou de maladies neuro-dégénératives. Etc.

Miroir du Gouvernement

Le signal d'alerte !

"L'INSECURITE est bel et bien de retour", sommes-nous tentés de dire, au regard de la semaine ensablantée que vient de vivre le pays. Libreville et Tchibanga ont été au centre de ces rendez-vous morbides. Une vendeuse en pharmacie sauvagement assassinée par un adolescent, dans la capitale provinciale de la Nyanga ; une découverte macabre, dans les environs du PK5 ; un crime passionnel à Dragon ; une tentative d'assassinat à Lambaréné sont autant de faits qui ont défrayé la chronique. C'est dire que la situation mérite qu'on s'y attarde et surtout que l'on tire la sonnette d'alarme. Afin que le gouvernement, par le biais des services compétents, joue son rôle d'assurer la sécurité des biens et des personnes, en prenant des mesures conséquentes pour mettre fin à ce qui s'appa-

rente désormais à une spirale meurtrière. C'est vrai, certains meurtres sont à mettre au chapitre de la stupidité de quelques compatriotes. Lesquels, sans réfléchir, posent des actes qui vont jusqu'à entraîner la mort de leur proche. C'est notamment le cas de cette jeune dame, au quartier Dragon, dans la commune de Libreville, qui a décidé de sombrer dans la criminalité en ôtant la vie à son compagnon, un sergent de la Garde républicaine (GR). Si les pouvoirs publics vont avoir toujours du mal à intervenir dans ce type de drames, il y a que la loi devra être sans pitié. L'idée ici est d'adresser un signal fort à tous ceux et celles qui, dans un excès de colère incontrôlée, auraient des élans meurtriers. La justice est donc appelée à s'exprimer de façon intransigeante. La peine devra être à la hauteur de l'acte

ignoble qui endeuille toute une famille, mais laisse également de nombreux orphelins dont un nourrisson. Par ailleurs, les autres crimes, tout aussi ignobles, sont la manifestation d'une insécurité certaine. La traque contre le banditisme et ses ramifications semblent présenter des failles. Du moins de ce que l'on peut noter. Aussi bien, l'adolescent présumé assassin de la vendeuse en pharmacie que la découverte macabre du PK5, rien ne laisse penser que la sécurité a été au rendez-vous. Même s'il faut louer la promptitude avec laquelle les forces de l'ordre ont mis la main sur le « meurtrier » de la pharmacie du chef-lieu du département de Mougoutsi. C'est vrai, Tchibanga n'est pas Libreville, encore moins une mégalopole, toutefois, il n'aura pas fallu trois jours pour que les enquêteurs appréhendent

l'auteur présumé de la dame assassinée. D'ailleurs, les images circulent sur les réseaux sociaux. Si une partie de l'enquête a été bouclée à « Tchai » (Tchibanga), qu'en est-il de la découverte macabre de Libreville ? « Les fins limiers y travaillent », nous dira-t-on. Pourtant, à tous les grands carrefours de la capitale gabonaise sont postés des « corps habillés » dont la présence aurait pour objectif officiel premier de dissuader les malfrats de toutes sortes. A l'aune des braquages, assassinats et autres crimes, il est presque certain que les méthodes de sécurisation et de traque devraient changer. Parce que l'impression que donnent ces délinquants et assassins, c'est d'avoir compris la stratégie des flics et autres gendarmes. C'est encore vrai qu'il ne coûte rien de rester chez soi sans don-

ner aux malfrats l'occasion de se mouvoir. Il n'empêche que beaucoup dénoncent des travers qui favorisent la situation décriée. Notamment l'absence d'éclairage en certains endroits de Libreville. Plongés dans l'obscurité, ils deviennent des repaires de bandits. Il est alors demandé au gouvernement de prendre ses responsabilités, en mettant des moyens pour assurer la quiétude des populations. Si la situation de la délinquance et de la criminalité n'a pas encore atteint des proportions inquiétantes, il va falloir être vigilants et mettre des bouchées doubles pour couper l'élan meurtrier qui gagne du terrain depuis quelque temps. Et surtout que le signal d'alerte est désormais lancé. A chacun des détenteurs de portefeuilles concernés, de prendre la mesure du problème, et d'y apporter des solutions idoines.